

Projet ONG et réforme humanitaire

L'opportunité d'influencer
le système humanitaire



POUR UN PROCESSUS DE SELECTION DES PROJETS DU POOLED FUND CLARIFIE – JUILLET 2010

Contribution à la réflexion sur le Pooled Fund par Liliane Bitong Ambassa, pour le Projet ONG et réforme humanitaire¹

La dernière allocation du Pooled Fund, comme les précédentes, s'est traduite par des frustrations de l'ensemble des acteurs impliqués dans le processus de sélection des projets, du fait notamment de l'écart qui existe entre les lignes directrices régissant le processus et les pratiques développées dans les provinces. Il est par conséquent apparu opportun de tirer des enseignements de cette allocation et suggérer des pistes de solution afin que la prochaine allocation soit plus apaisée.

Contexte

Mécanisme de financement commun créé à l'initiative des bailleurs de fonds, le Pooled Fund fut introduit en RDC en 2005 dans le but de combler les gaps humanitaires. Ce fonds, conçu à l'origine pour recevoir des financements relativement limités, a rapidement dépassé les 100 millions de dollars, devenant de facto l'une des sources de financement humanitaire les plus importantes dans le pays.

La démarche participative du fonds a conduit à une dilution progressive du montant moyen par projet à laquelle bailleurs et Unité conjointe du Pooled Fund souhaitent mettre fin.

La récession financière et le tremblement de terre survenu à Haïti en début d'année provoquent une contraction des financements disponibles pour la RDC, et remettent plus que jamais à l'ordre du jour la nécessité pour les acteurs humanitaires de mieux hiérarchiser les besoins pour obtenir un impact pour les populations assistées.

Des lignes directrices sujettes à interprétations

Des lignes directrices encadrent le processus de sélection des projets et elles n'ont eu de cesse d'évoluer depuis la mise en place du fonds en réaction aux divers accrocs constatés lors des allocations. Partant du principe que les instances déterminant les priorités doivent être distinctes de celles décidant les projets à financer, une formule pensée transparente est en place depuis 2009.

¹ Le projet ONG et réforme humanitaire est un projet de trois ans financé par DfID qui vise à accroître l'engagement des ONG dans les mécanismes institués par la réforme humanitaire. Les 10 ONG membres ou associées au projet en RDC sont ACF USA, ActionAid, Care International, Cafod, IRC, Norwegian Refugee Council, Merlin, Oxfam GB, Save the Children UK et Solidarités.

Selon les textes mis à jour en janvier 2010 pour la première allocation de l'année et détaillant les étapes du processus de sélection des projets, une fois que l'allocation a été lancée, que les stratégies provinciales ont été définies par les Comités permanents inter agences (CPIA) et que les montants des enveloppes par clusters et provinces ont été définis par le Coordonnateur humanitaire, débute le processus d'identification des projets.

Dans un premier temps, sur base du calendrier préétabli, « *les Chefs de file des clusters nationaux organisent les consultations nécessaires à l'identification des projets prioritaires... au niveau du cluster provincial qui devra collaborer avec le chef de file afin d'identifier la liste des projets prioritaires* ».

Pour les provinces dépourvues de représentation de l'agence cheffe de file, les textes laissent à l'appréciation du Chef de file des consultations « *transparentes et participatives* » des « *membres actifs* » de leur cluster. Les textes ne précisent pas les types de consultations à privilégier ou les processus à privilégier (consensus, vote, etc). Il est juste précisé que les minutes des réunions doivent être envoyées aux adresses mail génériques du cluster de référence.

Ensuite, « *chaque partenaire soumet la fiche de projet et le budget aux adresses mail génériques du cluster de référence* ». C'est l'Unité Pooled Fund qui s'occupe de faire parvenir les projets aux chefs de file des clusters nationaux. Ce sont ensuite ces derniers qui, en coordination avec les cofacilitateurs et en consultation avec les points focaux des clusters provinciaux, déterminent les projets prioritaires et transmettent la liste à l'Unité Pooled Fund. Les Chefs de file nationaux doivent « *motiver* » l'exclusion des projets.

« *La liste provisoire des projets proposés par les chefs de file des clusters est partagée avec les partenaires et les CPIAs* » pour avis et commentaires.

Le texte ne donne guère de précisions pour les cas où les CPIA sont en désaccord avec les choix effectués.

Pour la suite, l'Unité Pooled Fund envoie au Board une compilation analytique des projets proposés par les Chefs de file des clusters nationaux pour avis, puis le Coordonnateur humanitaire valide de principe une liste finale, puis les partenaires dont les projets ont été approuvés soumettent les propositions de projet complètes, puis intervient la révision technique des projets puis l'approbation finale par le Coordonnateur humanitaire et enfin le financement des projets.

Des rôles de clusters, CPIA et OCHA plus ou moins bien définis dans les textes²

Dans les textes, les **CPIA** sont chargés d'« *assurer le lien entre les stratégies provinciales, les projets sélectionnés et les besoins humanitaires prioritaires recensés dans chaque province par secteur et région à travers une analyse actualisée de la situation* ». Au début du processus, ils compilent une analyse de la situation humanitaire dans leur province et identifient les zones géographiques et secteurs prioritaires en se référant aux objectifs prioritaires identifiés dans le HAP 2010. Ils sont ensuite consultés une fois que les listes des

² Ligne directrices pour la première allocation 2010, version de septembre 2009

projets prioritaires sont établies par les chefs de file des clusters nationaux afin de donner leur avis sur l'ensemble des projets sélectionnés pour leur province.

Les textes accordent par ailleurs une importance forte aux **chefs de file des clusters nationaux** dans la sélection des projets. « *Responsables de l'identification des projets prioritaires pour leur cluster respectif* », ils fournissent une liste des projets proposés au financement pour chaque allocation de fonds, et assurent qu'un processus de sélection de ces projets se fasse sous un mode participatif et transparent.

La **coordination humanitaire** pour sa part (**OCHA** en l'occurrence) est chargée de « *faciliter le processus* », provision on ne peut plus vague.

La sélection des projets à l'épreuve du terrain

Cas détaillé du cluster sécurité alimentaire de Bunia, Province Orientale

- Le CPIA de l'Ituri a élaboré une stratégie provinciale et retenu 4 axes prioritaires.
- Une enveloppe de 874.000 dollars américains a été arrêtée par le Coordonnateur humanitaire pour la première allocation en Ituri.
- L'agence cheffe de file et 5 ONG ont présenté des projets totalisant 1,9 millions de dollars.
- Au cours d'une réunion de cluster, sur base de critères plus ou moins définis à l'avance (zone d'intervention, éligibilité du requérant, conformité avec le Plan d'Action Humanitaire 2010 et la stratégie provinciale de l'Ituri, capacité opérationnelle du requérant, pertinence du projet), les participants à la réunion ont coté les projets. Sur cette base, 3 projets ont été retenus avec la recommandation que soient réduits les budgets. Les compte-rendus de la réunion ont ensuite été partagés avec le niveau national.
- Suite à ce vote, une ONG dont le projet n'a pas été retenu, arguant de la duplication de deux projets, a obtenu du chef de file national que soit de nouveau organisée une réunion de sélection des projets.
- A cette nouvelle réunion, les membres du cluster présents ont procédé à un vote pour éliminer un des deux projets couvrant plus ou moins la même zone et retenir un autre projet couvrant une zone prioritaire laissée pour compte.
- Les projets retenus par le cluster ont été avalisés par le CPIA.
- Le Chef de file du cluster national, appuyé dans une certaine mesure par le colead et le cofacilitateur nationaux réunis en comité de sélection, a choisi de réhabiliter le projet écarté, portant à quatre le nombre de projets retenus au financement et réduisant le budget de chacun.
- Les membres du cluster et du CPIA provincial n'ont pas reçu de motivation écrite de la décision de réhabiliter le projet qui avait été éliminé au niveau provincial et perçu la non prise en compte de la liste envoyée par la province comme du clientélisme³.
- Ce projet a été avalisé par le CPIA qui a cependant tenu à noter que le quatrième projet n'était pas inclus dans la liste initiale.

Cas du cluster eau et assainissement de Bunia, Province Orientale⁴

³ Citation d'un membre du CPIA : « *On ne sait pas ce que [nom de l'organisation qui a soumis le 4^e projet retenu] a fait, il s'agit de contacts non formels. De même qu'ils nous ont associé pour éliminer un projet, ils auraient du nous consulter. Nous n'avons pas trouvé cela logique* ».

⁴ Issu du compte-rendu de la réunion du cluster eau et assainissement du 2 mars 2010

Avec une enveloppe Wash Ituri de 822,000 dollars américains, six organisations internationales et locales ont souhaité soumettre des projets lors de la première allocation Pooled Fund 2010, mais seules trois figuraient dans la liste des organisations éligibles pour cette première allocation. Sur la base des critères de priorisation des projets tels la localisation dans un axe prioritaire, l'adéquation avec la stratégie provinciale, la disponibilité des documents d'évaluation du projet ou l'expérience de l'organisation dans le secteur du WASH dans la province, et la prise en compte des besoins des femmes et des hommes, les participants à la réunion ont coté les projets et les deux projets les mieux notés ont été sélectionnés avec pour recommandation de revoir leurs budgets pour rester dans l'enveloppe. Le Chef de file du cluster national a avalisé cette sélection.

Cas du sous-cluster eau et assainissement d'Uvira, Sud Kivu⁵

Dans ce sous-cluster, les membres se sont contentés de commenter les projets soumis, et le point focal du sous-cluster a ensuite fait parvenir la liste des projets présentés avec les commentaires issus de la réunion au cluster provincial de Bukavu. Les organisations ont ensuite été invitées à défendre leur projet au niveau du cluster provincial où la priorisation des projets est intervenue sur base des critères définis par ce cluster.

Ces trois cas de figure illustrent bien, s'il en était besoin, l'hétérogénéité des procédures de sélection des projets sur le terrain, du fait de l'absence de consignes spécifiques provenant de l'Unité du Pooled Fund ou des Chefs de file de clusters nationaux. Tandis que certains clusters privilégient le consensus dans la hiérarchisation des projets, d'autres recourent aux votes et d'autres se contentent de commenter les projets. La non motivation écrite des décisions du chef de file national, lorsque ces dernières sont contraires aux recommandations des provinces, provoque le ressentiment des membres de clusters et /ou CPIA, comme en atteste ce commentaire du responsable d'une ONG locale à Bunia :
« *Quelles que soient les insuffisances des projets des ONG représentées par des blancs, ces projets finissent toujours par être approuvés ... On se dit que c'est parce qu'il se passe quelque chose dans leurs relations privées.* »

Commentaires:

- Les personnes interrogées dans le cadre de cette étude reconnaissent **l'utilité du Pooled Fund** pour le financement des besoins humanitaires et regrettent que les accros constatés dans le processus occultent les côtés positifs du mécanisme. Toutes souhaitent voir fonctionner le mécanisme, et si les perspectives et méthodes suggérées divergent, l'envie que les projets financés par le Pooled Fund aient un impact maximal sur les populations prime. Les correspondances et courriers adressés aux instances nationales du Pooled Fund par le CPIA ou les Chefs de mission des ONG du Nord Kivu s'inscrivent d'ailleurs dans cette démarche constructive.
- Le Pooled Fund s'est efforcé d'être transparent et participatif, et le degré d'appropriation du mécanisme par les acteurs humanitaires l'expose aujourd'hui à des **critiques** auxquelles les bailleurs de fonds traditionnels ne font pas face.

⁵ Issu d'un entretien avec le point focal du sous cluster, le 2 juin 2010

- « **Les gens ne lisent pas les lignes directrices** », selon un point focal de cluster provincial. Cela s'est amplement vérifié dans cette étude où rares sont les membres de clusters rencontrés au Nord Kivu, au Sud Kivu et en Ituri, qui avaient une connaissance précise des textes régissant le processus de sélection des projets. Conséquence directe du manque de connaissance des directives, les perceptions des rôles dévolus aux clusters, CPIA et chefs de file des clusters nationaux sont souvent éloignées de la réalité et sont à la base de malentendus occasionnés lors des allocations. Dixit un Chef de file de cluster national: « *Il y a un problème de compréhension du rôle du CPIA au Nord Kivu, ils pensent que le national propose et qu'eux décident* ».
- Les **lignes directrices** dans leur formulation actuelle, notamment à travers le vocable de « *consultation transparente et participative* » sont **sujettes à interprétations**. Par ailleurs, en dépit de la récente introduction de lignes directrices par cluster permettant un degré d'harmonisation des interventions, les indications génériques sur le processus envoyées aux points focaux provinciaux sont à la base d'interprétations divergentes et de l'hétérogénéité des pratiques constatées sur le terrain. Même au sein de l'Unité Conjointe du Pooled Fund ou d'OCHA, les interprétations diffèrent d'un individu à l'autre.
- La **communication entre Kinshasa et les provinces** est problématique au sein des clusters comme des organisations, et l'information subit des déperditions entre les clusters, sous-clusters et groupes de travail provinciaux. Ajoutés à cela les messages parfois contradictoires véhiculés par les acteurs, dixit un Chef de file de cluster provincial : « *Nos collègues sur le terrain ne savent jamais s'il faut suivre les indications d'OCHA ou du cluster national* », et le faible accès des petites structures à internet, le tableau est complet. Enfin, la **non motivation de décisions** prises au niveau national ou provincial fragilise l'édifice collectif.
- Le **calendrier** extrêmement **serré** des allocations laisse peu de temps aux instances identifiant et sélectionnant les projets et conduit à une succession de réunions mal préparées.
- Malgré la liberté qui leur est laissée de déterminer les modalités de consultation au sein des provinces, la majorité des Chefs de file des clusters nationaux choisissent de conserver un **rôle d'arbitrage** et de s'ancrer aux choix des clusters et CPIA provinciaux, reconnaissant implicitement que les clusters et CPIA provinciaux sont probablement mieux à même d'effectuer un **premier filtre technique et qualitatif des projets**. Plusieurs reconnaissent par ailleurs l'impossibilité dans laquelle ils se trouvent de traiter directement l'ensemble des propositions de projets émanant des provinces, dixit ce Chef de file de cluster national : « *Je n'ai pas le temps de lire une centaine de projets, eux [clusters provinciaux et CPIA] sont plus proches du terrain* ».
- Si les provinces disposent d'une meilleure appréciation des réalités et priorités du terrain que les chefs de file des clusters nationaux, on ne peut nier qu'il s'y exerce parfois des **luttres de pouvoir** et **arrangements à l'amiable** conduisant au partage d'enveloppes et que la **dépendance de certaines organisations aux fonds du Pooled Fund** les prive d'une certaine objectivité. A en croire ce point focal de cluster à Bunia, « *certaines organisations ne tiennent pas compte de la pertinence des projets et viennent pour défendre leur propre projet même si le besoin a déjà été couvert* ».

Cela milite pour un **arbitrage fort du chef de file du cluster national** que ceux-ci ne veulent ou ne peuvent pas toujours exercer.

- La position des **Chefs de file des clusters** est par ailleurs extrêmement **inconfortable**. Pressés de toute part, ils doivent concilier les impératifs souvent opposés des bailleurs de fonds, de l'Unité Pooled Fund, des clusters et CPIA provinciaux, de leurs propres agences enfin, sans nécessairement disposer du soutien dont ils auraient besoin. Dixit un Chef de file national : « *Parfois le Pooled Fund Board élimine des projets sur des critères qui ne sont pas mis noir sur blanc, et ce n'est pas le Pooled Fund qui communique cela aux provinces, c'est moi qui deviens le méchant... L'Unité du Pooled Fund devrait prendre ses responsabilités et les leads devraient être des conseillers* ».
- Pour le meilleur comme pour le pire, **clusters et Pooled Fund sont devenus interdépendants** en RDC. Les bailleurs ont choisi d'arrimer le Pooled Fund au processus collectif et participatif des clusters, tout en développant des lignes directrices centralisant les décisions de financement au niveau national.
- Dans la même vaine, la légitimité des clusters repose en grande partie sur la perception par les membres que l'accès aux fonds communs sera conditionné par la participation aux réunions de cluster et nombre des personnes interrogées pour cette étude pensent **qu'un rôle réduit des provinces dans le processus de sélection des projets conduirait à l'affaiblissement des clusters et CPIA**. Dixit un staff d'agence onusienne à Bunia : « *Il y a danger quand on remet le système de décision à Kin, c'est ceux qui savent faire le couloir qui auront les projets. Cela va tuer totalement le cluster car les gens n'iront plus aux clusters et ne coordonneront plus. Le PF a motivé beaucoup de gens à participer au cluster. Si on arrache cela au cluster, on discrédite le système* ». La présentation des projets en cluster promeut par ailleurs une certaine redevabilité. Toute réflexion sur la dissociation du processus de sélection des projets des clusters devra prendre cela en compte.

La question des ONG congolaises⁶

Les ONG locales et nationales présentent un véritable défi pour l'Unité Conjointe du Pooled Fund dont le staff répète volontiers que le Pooled Fund n'est pas un outil de renforcement des capacités. S'il y a des avantages pour des bailleurs à financer des organisations disposant d'une connaissance profonde des contextes d'intervention, et disposées à s'aventurer dans des lieux dont sont bannis les intervenants étrangers, force est de constater que nombre d'ONG congolaises présentent des défaillances en matière de rapportage et mise en œuvre des projets notamment.

Nonobstant cela, l'accès des ONG congolaises au Pooled Fund est en nette progression, les partenaires du mécanisme atteignant pour la première allocation 2010 un quart des financements totaux. Cela est supérieur à la majorité des pays disposant de mécanismes de financement humanitaires conjoints.

Malgré cela, à l'échelle provinciale, les ONG locales, conscientes des avantages du mécanisme, et reconnaissant leurs propres défaillances, réclament entre autres:

⁶ Sur la base d'entretiens avec l'Unité du Pooled Fund et avec un vingtaine de représentants d'ONG locales prenant part aux clusters à Bunia et 4 représentants à Uvira au mois de juin 2010

- l'**évaluation** d'un nombre croissant d'ONG congolaises, une très faible proportion d'ONG locales étant éligibles aux fonds du Pooled Fund au niveau provincial, ou la prise en compte par l'équipe du Pooled Fund, des évaluations pratiquées par d'autres organismes internationaux ;
- l'**accès aux fora décisionnels provinciaux** d'où, malgré des réclamations répétées, ils semblent exclus. Dixit le Coordonnateur d'une ONG nationale à Bunia « *On ne veut pas associer les ONG nationales dans les CPIA et interclusters alors que c'est là qu'il y a des gens qui parlent très mal de nous et disent qu'on n'a pas les capacités alors que sur le terrain ce sont ces mêmes internationaux qui travaillent avec nous... On devrait nous permettre de participer à toutes les réunions dans lesquelles les humanitaires participent car on réalise les mêmes activités.* »
- un partage d'**information** sur le fonctionnement des clusters et des mécanismes de financement communs
- un renforcement de leur capacités ne nécessitant pas de fonds additionnels, dixit ce responsable d'ONG locale à Uvira : « *La capacitation n'est pas seulement donner des fonds, cela fait partie de tout, y compris quand on échange dans les clusters, quand on prend part aux évaluations de projet ou quand on nous dit pourquoi nos projets sont rejetés* ».
- des solutions alternatives de partenariat.
- L'amélioration des décaissements du Pooled Fund afin que leurs interventions ne soient pas fragilisées par l'obligation de préfinancer les projets.

Pistes de solutions

Avant la prochaine allocation du Pooled Fund

- Diffusion des lignes directrices à l'ensemble des personnes impliquées dans le processus; les démarches entamées par l'équipe du Pooled Fund pour aller à la rencontre des membres des clusters dans les provinces sont à encourager et devraient être intensifiées en période d'allocations.
- Concertation entre les parties prenantes pour clarifier le processus de sélection des projets et les rôles des clusters, sous-clusters provinciaux, CPIA, Chefs de file de clusters nationaux et OCHA, en modifiant les lignes directrices⁷ si le besoin s'en fait sentir.
- Statuer par ailleurs sur la recevabilité des projets envoyés directement au niveau national.
- Organisation d'un atelier national de vulgarisation et appropriation des processus spécifiques de sélection des projets par les acteurs amenés à faciliter le processus, notamment les Chefs de file de clusters nationaux, points focaux provinciaux, cofacilitateurs et personnel d'OCHA;
- Allongement du temps de sélection des projets⁸ ;
- Affinage des stratégies provinciales participatives hiérarchisant davantage les besoins et pré-identifiant les activités prioritaires;
- Détermination de grilles de sélection des projets précises ;
- Communications claires sur les capacités d'évaluation de nouveaux partenaires ;

⁷ Cf un Chef de file de cluster national : « *Faisons un atelier avec les gens à Kin, avec les gens de Goma, les clusters, le Pooled Fund Unit, les membres du Board, et rédigeons ensemble les lignes directrices* » ;

⁸ cf Chef de file de cluster national : « *Au Pooled Fund on a cinq jours pour les réunions provinciales, la sélection des projets, etc. On demande 2 semaines.* »

- Analyse, sélection et diffusion de bonnes pratiques relatives notamment aux bonnes stratégies provinciales, à la constitution de comités de sélection de projets, aux grilles de sélection des projets les plus effectives, à la motivation systématique des décisions, etc. Les Considérations sur le Pooled Fund produites par le CPIA du Nord Kivu donnent de nombreux exemples à suivre.

A moyen-terme

- Renforcer les moyens humains et financiers alloués aux clusters pour permettre un réel investissement dans le développement de stratégies provinciales et outils d'évaluation et sélection de projets ;
- Développer des modules de formation sur le processus de sélection des projets à l'intention des membres de cluster ;
- En tenant compte des diverses correspondances des provinces (CPIA du Nord Kivu, Lettre des Chefs de mission d'ONGI de Goma, etc.), statuer sur une éventuelle délégation de pouvoir aux provinces et déterminer les rôle et pouvoir des provinces et du niveau national dans les allocations.
- Organiser une conférence des bailleurs de fonds pour obtenir une meilleure visibilité des financements humanitaires et de développement et viser la complémentarité;
- Réfléchir à l'interdépendance entre Pooled Fund et clusters et renforcement de la confiance et la transparence en œuvre dans les mécanismes
- Déterminer des critères objectifs de participation des acteurs locaux aux mécanismes de coordination et décision provinciaux et nationaux ;
- Envisager des actions de soutien aux organisations congolaises ou de financements alternatifs susceptibles d'être mis en œuvre par l'Unité du Pooled Fund ou avec l'appui de bailleurs de fonds souhaitant promouvoir la capacitation des organisations locales.

Personnes interrogées

Kinshasa :

Dr Kossi AYIGAN, Coordonnateur du cluster santé, OMS
Andrea DE DOMENICO, Pooled Fund Project Manager, OCHA/UNDP
Diane DUFFOUR, Pooled Fund Officer, OCHA
Steven MICHEL, Coordonnateur du cluster national NFI/abris d'urgence, UNICEF
Maguy MUKIDI, Cofacilitatrice du cluster éducation, Save the Children
Pierre VAUTHIER, Coordonnateur du cluster sécurité alimentaire, FAO

Bunia :

Borigo ABIEZERE, Administrateur, PRODAEVI
Jospin ALAMUBANGA, Chef d'antenne Dungu, APEC
Patient ALEMA, Coordonnateur, F.HA.M
Benjamin AMBWA MONGITE, Chef de sous-bureau FAO Ituri, Point focal du cluster sécurité alimentaire de Bunia
Roger-Lokpatchu BAHEMUKA, Coordonnateur national, ALDI
Emilie BHANIA, Public Health Team Leader, Oxfam GB
Beatrice DIVE Coordonnatrice AMAB
Marie-Claire FAIDA, Admin Fin, APEC
Jeremiah KARIUKI, Programme Manager Bunia and Dungu, Oxfam GB
Sabin KIYOMBE, Superviseur Watsan, B.D.D/Caritas
Jean de Dieu LOSINU, Coordonnateur, B.D.D/Caritas
Jean-Louis LOTSINA, Coordonnateur, ARECO
Jerry MASUDI, Coordonnateur urgences humanitaires, UNFPA
Emmanuel MUAMBA Président GRAPEDECCO International
Jimmy MUGISA, Chef d'antenne, PPAS/GREENHOUSE
Raphael MUHINDO, Food security and livelihoods Team leader, Oxfam GB
Gregoire NGONE, Secrétaire administratif, FOMI
Timothée NSIARI, Coordonnateur, Institut Saint Joseph
Marie PACURIEMA, Vice Coordonnatrice, FOMI
Jean-Christophe PEGON, Assistant technique, ECHO, Bunia
Ingénieur Désiré SHABANI, Inspecteur de district, Ministère de l'agriculture,
Peter TRANSBURG, colead du cluster sécurité alimentaire de Bunia, PAM,
Anicet TSANGA, Sensibilisateur F.HA.M
Pitua UZUNGA, Chef d'antenne, PPSSP
Ukelo WANOK, Directeur Général, FLEVICA
Noel MOSHI, Associate Humanitarian Officer, OCHA Bunia

Participation à la rencontre du CPIA de Bunia du 14 juin 2010

Goma :

Stephane MOISSAING, Chef de mission Nord Kivu, Solidarités
Cecile QUAN, Chef de bureau a.i., NRC
Esteban SACCO, Chef du bureau OCHA Nord Kivu
Ulrich WAGNER, Deputy Country Director, Merlin

Participation aux rencontres entre Max Hadorn, Andrea De Dominico et les ONG et CPIA du Nord Kivu, le 9 juin

Uvira/Bukavu :

Sara ALMER, Provincial Coordinator, Oxfam GB

Luka DJEDI, Chef de sous-bureau, OCHA

Manenje MANGUNDU, Programme Manager, Oxfam GB

Neville MUDEKEREZA, Public Health Promoter Team Leader, point focal cluster WASH Uvira, Oxfam GB

Zagabe MUGISHO, Chef d'antenne de l'énergie, membre du sous-cluster watsan

Joseph Jacques MUGEREKE KISAHIRA, Responsable, ONG UCOPA SUKI Uvira Kiliba

Ernest MUSEMA MALEY, Administrateur de ASED

Participation à la rencontre interagence d'Uvira du 19 juin